



Bilan agricole 2017 en Bretagne

Des prix mieux orientés en productions animales qu'en légumes et céréales

En 2017, les grandes cultures bénéficient d'excellents rendements, faisant régresser les cours des céréales. Cela profite aux filières animales, dont le coût des aliments reste bas. Au premier semestre 2017, la conjoncture porcine favorable de 2016 se poursuit, puis les prix chutent jusqu'en décembre, suite au repli des exportations. Le secteur volaille de chair souffre de la détérioration des échanges de poulets, tandis que la filière poules pondeuses profite de la forte demande européenne. Sur le marché des gros bovins, les cotations se redressent, dans un contexte de recul des abattages. S'agissant du lait, la conjoncture s'améliore sensiblement avec une remontée progressive des prix et de la collecte. En ce qui concerne les légumes, les prix sont généralement orientés à la baisse.

De très bons rendements en céréales, mais des prix bas

L'année 2017 se caractérise par un déficit pluviométrique quasi-continu, en Bretagne comme en France, et des températures supérieures aux normales. Après une météo 2016 très dommageable aux grandes cultures, le climat 2017 est globalement favorable aux rendements. Les conditions climatiques de l'automne 2016 permettent une bonne implantation des cultures d'hiver, avant l'arrivée du froid en janvier, qui stoppe le développement du colza, mais sans dommage important. La douceur des températures et la faiblesse des précipitations les deux mois suivants favorisent la croissance des plantes et contribuent à des reliquats azotés élevés. Avec une météo sèche en avril, la pression des maladies est faible. Les fortes températures de juin accélèrent la maturité des orges d'hiver. Les récoltes de céréales, effectuées avec une semaine d'avance sur les normales, sont réalisées dans de très bonnes conditions. Concernant le maïs-grain, les semis sont faits de façon précoce et dans de bonnes conditions, puis les levées sont très régulières. Les pluies de fin d'été permettent une très bonne fécondation. La récolte débute mi-septembre avec une bonne semaine de retard et s'achève mi-novembre avec des résultats encourageants.

Les rendements des céréales à paille s'améliorent globalement de 11 % par rapport à 2016 et de 4 % par rapport à la moyenne quinquennale. Comparés à 2012-2016, les rendements gagnent 5 q/ha pour le blé (78 q/ha), mais perdent 3 q/ha pour l'orge (67 q/ha) et 1 q/ha pour le triticale (62 q/ha). Les rendements sont assez homogènes pour le blé, mais très hétérogènes pour l'orge, selon les territoires. La qualité des céréales est très bonne, notamment celle du blé dont les teneurs en protéines sont exceptionnelles. Le rendement du maïs grain (93 q/ha) augmente de 13,5 % en un an et gagne 8 q/ha par rapport à la moyenne

quinquennale, mais les rendements vont du simple au double selon les territoires. Grâce aux bons rendements, la production céréalière bretonne progresse après avoir diminué en 2016. Elle gagne 9,3 % sur celle de 2016 et 3,8 % sur la moyenne 2012-2016. L'évolution est atténuée par la baisse des surfaces. La sole céréalière globale perd en effet 2,4 % sur celle de 2016. Elle régresse de 8,6 % en orge (108 700 ha) et en triticale (26 200 ha) et de 1,9 % en blé (297 700). Elle augmente en revanche de 1,1 % pour le maïs grain (120 000 ha), alors que les surfaces en maïs fourrage diminuent légèrement. Contrairement à 2016, une partie des surfaces initialement prévues en fourrages ont été récoltées en grains, en raison des bons rendements en maïs fourrage.

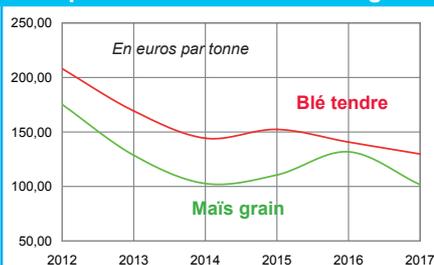
La production en oléagineux s'accroît de plus d'un tiers en 2017 (50 400 ha), grâce à la progression des rendements et de la sole.

Les surfaces en protéagineux (9 500 ha) augmentent depuis 2014, sans rattraper toutefois le niveau de 2010, favorisées alors par des mesures financières en faveur de l'autonomie en protéines. Comme ceux des autres cultures, leurs rendements s'améliorent.

L'abondance des disponibilités de céréales de la récolte 2017, en France, en Europe et dans le monde (Russie, Ukraine, Etats-Unis), alourdit les stocks et pèse sur les cours. Par ailleurs, la hausse de l'euro face au dollar impacte la compétitivité à l'export vers les pays tiers. En Bretagne, entre décembre 2016 et décembre 2017, le prix de base des céréales faiblit de 1 % pour le blé, et de 17 % pour le maïs grain. Il augmente cependant de 10 % pour l'orge et de 3 % pour le triticale. Les cours des différentes céréales restent très inférieurs aux moyennes des cinq dernières campagnes. La baisse globale des prix bénéficie aux secteurs de l'élevage, grâce à la réduction répercutée sur le coût de l'alimentation animale.

À l'issue des États généraux de

Le prix des céréales en Bretagne



Source : Agreste, Draaf Bretagne - FranceAgriMer

Les principales productions en 2017

	Bretagne 2016	Bretagne 2017	Evolution 2017/2016 (%)	Part Bretagne/ France(%) en 2016*
Productions végétales (tonnes)				
- Blé	2 095 992	2 334 818	11,4	8
- Maïs grain	976 484	1 082 923	10,9	8
- Orge	771 617	732 720	- 5,0	6
- Triticale	159 731	163 560	2,4	11
- Autres céréales	67 535	97 418	44,2	2
- Oléagineux	146 599	144 397	- 1,5	2
- Maïs fourrage	4 082 300	4 578 641	12,2	25
- Choux-fleurs	238 210	253 986	6,6	83
- Tomates	241 139	182 318	- 24,4	30
Lait (millions de litres)				
Livraisons à l'industrie	5 383	5 424	0,8	23
Activité dans les abattoirs (tonnes)				
- Bovins - 12 mois	66 655	65 368	- 1,9	33
- Gros bovins	258 620	255 682	- 1,1	21
- Porcs	1 298 450	1 282 495	- 1,2	58
- Gallus	350 944	360 431	2,7	33
- Dindes	146 324	132 400	- 9,5	40
Production d'œufs des élevages professionnels (milliers)				
- Œufs de consommation	5 907 380	6 203 340	5,0	44

*Informations France non disponibles pour 2017

Source : Agreste DRAAF Bretagne - Statistique agricole annuelle (2016 définitive, 2017 provisoire), Enquêtes auprès des laiteries, Enquête auprès des abattoirs

l'alimentation, lancés en juillet et clos en décembre, l'interprofession céréalière présente un plan de filière visant notamment à améliorer la compétitivité, créer davantage de valeur, tout en préservant l'environnement.

Porc : retournement de tendance après un premier semestre positif

Succédant à une forte hausse en 2016, la production française de porcs se réduit nettement en 2017, avec des abattages et des exportations en baisse, et des importations accrues.

En Bretagne, le volume de porcs charcutiers abattus régresse de 1,2 %, après deux années de hausse, mais reste supérieur à la moyenne quinquennale (+ 1,8 %). Le volume 2017 s'élève à 1,25 million de tonnes (y compris tête et pieds) pour 13,5 millions d'animaux. Le poids moyen à l'abattage passe à 92,4 kg (+ 0,7 %). Les cotations porcines dépassent, en moyenne annuelle, celles de 2016. Le prix de base du porc charcutier à Plérin s'établit à 1,373 €/kg en 2017, soit + 7 % en un an, et + 1,3 % par rapport à la moyenne quinquennale. Les deux semestres présentent cependant des évolutions opposées. Au premier semestre, les abattages se replient et les cours, dans la continuité du second semestre 2016, sont orientés à la hausse, sous l'effet d'une forte demande chinoise et d'une consommation française favorisée par la météo. Sur cette période, le prix du porc excède d'un quart celui d'un an plus tôt. Au second semestre, les abattages progressent et les cours fléchissent, suite à la réduction significative des achats asiatiques, à l'atonie de la demande intérieure et à une concurrence intra-européenne plus forte. A partir d'août,

le prix passe en dessous des niveaux 2016 et 2012-2016. Ainsi le prix du porc à Plérin augmente régulièrement entre janvier et avril 2017, où il atteint un pic à 1,548 €/kkg, niveau jamais vu en avril depuis le passage à l'euro, puis se stabilise trois mois, et chute entre juillet et décembre. Lors de la dernière cotation de l'année, il descend à 1,142 €/kg, soit le cours le plus bas de l'année.

Au niveau national, les exportations de viande porcine reculent de 3 % sur l'année, en raison notamment de la diminution des débouchés chinois, après leur forte demande en 2016, et malgré une réorientation partielle des exportations de l'UE vers d'autres pays asiatiques. Le solde commercial de la France reste positif en volume, mais le déficit se creuse en valeur du fait de la structure des échanges (exportations de matières brutes, importations de produits transformés ou semi-transformés). La consommation globale de viande de porc est comparable à celle de 2016, mais celle des ménages se réduit.

Parallèlement, le coût de l'aliment reste à un niveau très bas. Il dépasse légèrement le niveau exceptionnellement faible de 2016 à partir d'avril. Estimé par l'Ifip (Institut de la filière porcine), le prix de l'aliment industriel pour porcs à l'engrais progresse de 1,6 % par rapport à 2016, tout en étant inférieur de 10 % à la moyenne quinquennale. Au premier semestre 2017, les éleveurs bénéficient à la fois de l'augmentation importante du prix du porc et d'une légère baisse du coût de l'aliment. Au second semestre, les évolutions s'inversent, au détriment des éleveurs.

Le plan de filière de l'interprofession porcine consiste, notamment, à créer

une nouvelle segmentation du marché et à développer la production sous signe officiel de qualité.

Difficultés pour la volaille de chair, amélioration pour la volaille de ponte

En 2017, le marché français de la volaille de chair renoue avec la crise, pénalisé par le deuxième épisode d'influenza aviaire en deux ans et par la détérioration des échanges de poulets légers destinés à l'export. La France recouvre, fin octobre, le statut indemne d'influenza aviaire, permettant de ré-ouvrir les marchés à l'exportation vers les pays tiers.

En Bretagne, l'évolution des abattages de **poulets** est positive en volume (+ 3,5 %), mais négative en nombre de têtes (- 1,4 %), en raison d'une augmentation du poids moyen de 5 %. La production de poulets lourds à destination du marché français et européen se développe. En revanche, le volailler breton Doux, spécialisé dans l'export de poulets légers entiers congelés vers le Moyen-Orient (principalement Arabie Saoudite) ne parvient pas à résoudre ses difficultés financières et s'oriente vers une liquidation avec reprise en 2018. Au niveau national, le déficit du solde extérieur de viande de poulet se creuse : les importations augmentent, en particulier de Pologne, et les exportations reculent (- 5 %), en raison en partie de la grippe aviaire qui sévit en France, au bénéfice d'exportations brésiliennes favorisées par un réel brésilien très bas. Point positif, la consommation globale française de viande de poulet (y compris restauration hors foyer) continue de s'améliorer en 2017 (+ 4,9 %), alors que la consommation globale de viande est stable. Concernant la seule consommation des ménages, le poulet, la viande hachée et

les élaborés (saucisses, brochettes) font exception en progressant, tandis que les achats des autres viandes diminuent.

La situation de la filière **dinde** est toujours difficile. Le volume abattu se replie de 9,5 % par rapport à celui de l'an passé. Les exportations françaises de viande de dinde s'améliorent cependant et dépassent légèrement la moyenne 2012-2016. Mais la consommation nationale recule un peu.

Concernant les charges, la tendance à la baisse du coût de l'énergie entamée début 2013 est inversée depuis octobre 2016, mais le coût de l'aliment se maintient à un niveau bas. En Bretagne, l'Ipampa¹ aliment pour volaille faiblit de 0,5 % en un an et de 8,5 % par rapport à la moyenne quinquennale. Dans la filière intégrée, il en découle une légère baisse des prix des marchés. Le cours moyen à la production du poulet standard recule ainsi de 0,6 % en France en un an. Il s'affiche à 0,86 €/kg vif. De même, le cours moyen à la production des dindes se réduit de 1,6 % (1,13 €/kg vif). Ces cours restent inférieurs à leurs moyennes quinquennales respectives (-5 % pour le poulet et -6 % pour la dinde).

Le plan de filière présenté par les interprofessions volailles de chair met en avant trois objectifs principaux : faire reculer les importations de volaille standard, trouver de nouveaux débouchés à l'export et développer la production de volailles bio et sous labels.

En 2017, la production d'**œufs de consommation** augmente, mais insuffisamment pour satisfaire la forte demande européenne pour les œufs français, épargnés par la crise du fipronil qui affecte certains pays d'Europe du nord au cours de l'été. Les prix à la production flambent et doublent entre juillet et décembre. La cotation TNO Synthèse (moyenne des calibres G et M) atteint 8,1 €/100 œufs en moyenne annuelle, soit +28 % sur 2016 (+20 % sur 2012-2016), allant jusqu'à 12,4 €/100 œufs le dernier mois.

Le plan de la filière œuf s'articule autour de quatre axes, dont le premier consiste à répondre aux besoins des consommateurs tout en maintenant souveraineté alimentaire et compétitivité.

Remontée des cours en début d'année pour les gros bovins, en fin d'année pour les veaux

Les abattages de **gros bovins** diminuent, sous l'effet de la baisse simultanée des abattages de vaches laitières et de taurillons. Dans un contexte d'amélioration progressive du marché laitier, les volumes de vaches laitières abattues se replient de 8 % en un an (-4 % sur 2012-2016). Contrairement à 2016, le contexte de forte disponibilité fourragère de la récolte 2017 n'incite pas à accélérer les abattages. Les volumes de taurillons abattus reculent, mais plus faiblement (-1,9 % en

un an). Au niveau national, les exportations de gros bovins vivants faiblissent un peu (-1,4 % sur 2016), de même que la consommation globale de viande bovine (-1,5 %).

Dans un contexte de réduction de l'offre, les prix des gros bovins se redressent en début d'année, après avoir reculé, sur un an, de façon quasiment ininterrompue pendant plus de trois ans. Les cours dépassent ceux, excessivement bas, de 2016, mais restent en dessous des niveaux 2012-2016. En moyenne annuelle, le prix de la vache laitière P du bassin Grand Ouest remonte à 2,85 €/kg, soit 8 % de plus qu'en 2016, mais -4,7 % par rapport à la moyenne quinquennale. Les évolutions des cotations des autres gros bovins vont dans le même sens. Les prix des jeunes bovins R augmentent en continu au cours de l'année, grâce à une offre en recul et une demande à l'export (Italie...) redevenue dynamique. Mise en place en fin d'année 2016, et prolongée jusqu'en fin juin 2017, une aide forfaitaire de 150 € est accordée aux éleveurs pour la commercialisation de jeunes bovins mâles légers, afin de compenser le faible poids de l'animal lors de la vente.

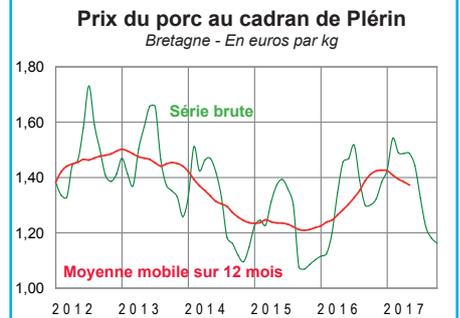
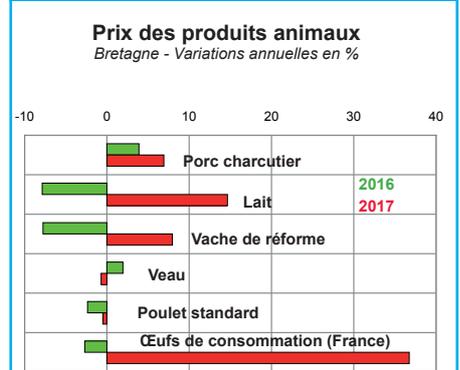
La baisse du coût de l'aliment pour gros bovins se poursuit tout en s'atténuant. L'Ipampa décroît de 1,3 % par rapport à 2016 et de 7,5 % par rapport à la moyenne quinquennale.

Si la situation s'améliore en viande bovine, la perspective d'un accord de libre-échange avec le Mercosur, avec une entrée annuelle sur le continent envisagée par la Commission européenne de 70 000 tonnes de viande bovine, inquiète les éleveurs, d'autant qu'il s'ajouterait à l'accord du Ceta (traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada), entré en application en septembre 2017. Ce dernier traité prévoit, notamment, un contingent d'importation annuelle de 65 000 tonnes de viande bovine.

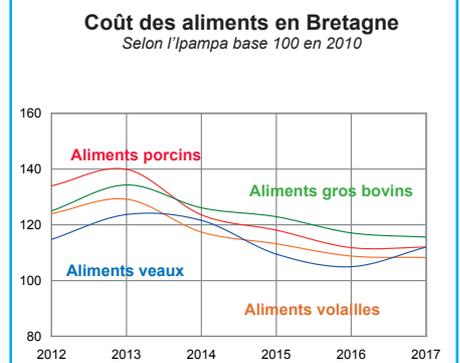
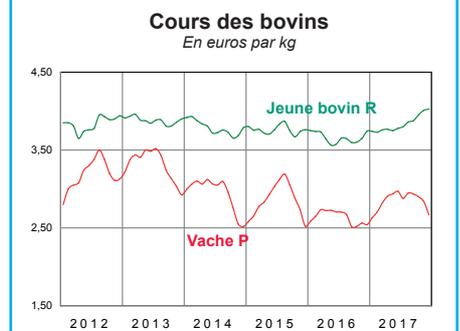
Après s'être stabilisé en 2016, le volume de **veaux de boucherie** abattus faiblit à nouveau : -2 % comparé à 2016, comme à la moyenne quinquennale. La conjoncture se dégrade encore, avec un prix du veau perdant 0,7 % sur le bas niveau de 2016 (-3 % sur 2013-2016). Le prix moyen annuel atteint 5,6 €/kg pour le bassin Nord. En fin d'année, les cours remontent toutefois au-dessus des niveaux des années précédentes. Après avoir reculé l'an dernier, le coût des aliments d'alimentation augmente à nouveau (+6,7 % sur 2016), mais la tendance s'inverse au dernier trimestre.

Le plan de la filière élevage et viande fixe notamment pour objectifs : en cinq ans, doubler la production de viande bio, passer l'offre Label Rouge de 3 à 40 %, développer la contractualisation de 2 à 30 % ; mettre en place un Observatoire de la viande en restauration hors domicile pour y augmenter la part de viande française.

Évolution des prix en Bretagne



Lecture : la moyenne mobile centrée sur juillet 2017 (1,373 €/kg) correspond à la moyenne de janvier à décembre 2017



Sources : Agreste, Draaf Bretagne - Insee - FranceAgriMer - Marché au cadran de Plérin.

1 - L'Indice des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricole (IPAMPA) permet de suivre l'évolution des prix des biens et des services utilisés par les agriculteurs pour leur exploitation agricole. Ces prix sont relevés auprès des vendeurs de produits nécessaires aux exploitations.

Sortie progressive de crise dans la filière lait

Depuis mars 2017, la collecte mondiale repart à la hausse sur un an, dans un contexte de prix du lait porteur. En France, la production recule au premier semestre en raison du déficit fourrager lié à la sécheresse de l'été 2016. Grâce à une reprise au second semestre, la production annuelle se stabilise sur celle de 2016. Les prix à la production du lait se redressent sous l'effet de l'amélioration générale des marchés et de la flambée du prix du beurre. Celle-ci s'explique par un contexte d'offre insuffisante face à une demande mondiale croissante, notamment d'Asie, et par un retour en grâce de ce produit. En fin d'année cependant, le prix du beurre redescend sous l'effet de la croissance de la collecte européenne. En 2017, l'écart se creuse entre les cours des matières grasses et des matières protéiques. Alors que le cours du beurre s'envole, celui de son coproduit, la poudre de lait écrémé, chute en raison de l'atonie de la demande et des stocks européens considérables. La poudre de lait écrémé frôle le prix d'intervention, puis passe en dessous, à partir d'octobre 2017, à l'arrêt de l'intervention européenne.

En Bretagne, les quantités de lait livrées par les producteurs progressent sur un an depuis mars 2017, soit cinq mois plus tôt qu'au niveau national. L'évolution régionale est plus forte, car depuis la fin des quotas laitiers, la production nationale se concentre encore plus dans le « croissant laitier », notamment le Grand Ouest. Sur l'année, les livraisons bretonnes excèdent

de 2,2 % celles de 2016 et de 3 % la moyenne 2012-2016. Comme au niveau national, cette reprise annuelle est liée à la hausse du prix du lait et à des fourrages satisfaisants en 2017, en quantité comme en qualité. Par ailleurs, l'année 2016 correspondait à un niveau de production bas, en particulier au dernier trimestre avec l'application du plan européen de réduction de la production de lait. Sur l'année, le prix du lait payé aux producteurs bretons progresse de 15 % par rapport à 2016 et dépasse le niveau quinquennal à partir d'août. La moyenne annuelle atteint 337 €/1 000 l. Parallèlement, les charges d'aliments continuent de baisser.

Le plan de la filière laitière vise à définir un nouveau cadre interprofessionnel, valoriser l'excellence française par la création d'un socle de référence et offrir aux consommateurs des produits diversifiés et conformes à leurs attentes.

Baisse des prix pour les légumes

Démarrée avec des prix élevés face à des volumes restreints, la fin de la campagne 2016-2017 de choux-fleurs est précipitée, après un pic de production en février-mars. Malgré d'importants prélèvements pour la surgélation, celui-ci provoque des invendus conséquents et une chute des prix jusqu'à 0,26 €/tête. Sur la campagne 2016-2017, le prix moyen descend à 0,52 €/tête, soit 4 % de moins que la moyenne des cinq dernières campagnes, pour une production légèrement inférieure. La première partie de campagne 2017-2018 est régulière, sans surproduction, avec un prix moyen proche du coût de revient, et des ventes dynamiques vers l'Allemagne.

Malgré un début de campagne favorable, et des températures presque toujours élevées en 2017, le bilan est décevant pour les **tomates**, concurrencées par d'autres légumes (melon, concombre) et la production des jardins familiaux. Le produit est déclaré en crise à trois reprises, au cours de l'été. Sur l'année, l'offre décroît d'un quart et le prix moyen atteint 1,17 €/kg, soit - 2 % comparé à 2012-2016.

La saison est contrastée en **artichauts Camus** : elle démarre difficilement, avec une production importante et un produit qui peine à s'imposer, puis l'offre restreinte au milieu de l'été permet une meilleure valorisation. La fin de saison est cependant morose. Sur l'année, l'offre dépasse de

5 % la moyenne des cinq dernières années, avec un prix annuel à 0,46 €/kg, plus faible d'un quart.

La saison est mauvaise pour les pommes de terre primeur, avec un prix annuel à 0,37 €/kg, en baisse de 21 % sur la moyenne quinquennale et une offre réduite.

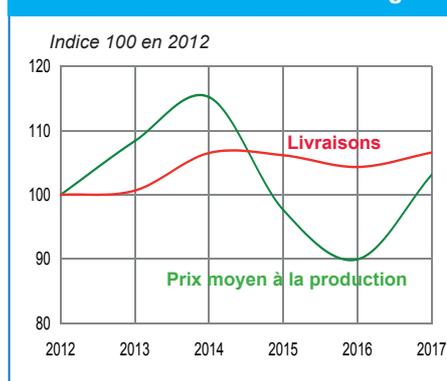
Le cours du poireau est très correct en deuxième partie de campagne 2016-2017, favorisé par le froid intense de janvier 2017. La récolte bretonne diminue en février, les producteurs malouins privilégiant le chou-fleur abîmé par le gel de janvier. Puis le printemps précoce favorise le développement et ralentit la consommation de poireaux, entraînant des invendus dès mars. Au second semestre 2017, les prix sont plutôt faibles avec des volumes plus fournis.

La campagne 2016-2017 de l'endive se termine sur des cours élevés. En revanche, les prix sont bas au second semestre 2017, malgré une offre réduite. Soumise à la rivalité des salades, l'endive a du mal à s'imposer en fin d'année.

Dynamisé notamment par les périodes de froids hivernaux, le marché de l'échalote est porteur tout au long de la campagne 2016-2017, avec des prix élevés. En première partie de campagne 2017-2018, dans un contexte de surproduction, le cours de l'échalote ne cesse de baisser.

Le plan de filière fruits et légumes ambitionne de développer la consommation en tenant compte des attentes sociétales et d'assurer la compétitivité et la durabilité de la filière. ■

Prix et livraison de lait en Bretagne



Source : Agreste, Draaf Bretagne - FranceAgriMer, enquête auprès des laitières

Pour en savoir plus

► Agreste Conjoncture - Décembre 2017 - N°5 - « Bilan conjoncturel 2017 - En 2017, une évolution contrastée des productions mais un redressement des prix pour la majorité des grandes cultures et des filières animales contrairement aux fruits et légumes »

► Site Draaf Bretagne - Données - Statistique agricole - Conjoncture agricole <http://www.draaf.bretagne.agriculture.gouv.fr/Conjoncture-agricole,18>

Agreste, la statistique agricole



Direction régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt
Service régional de l'information statistique et économique

15 avenue de Cucillé
35047 Rennes cedex 9
Tél. : 02 99 82 22 30

Direction : Virginie Alavoine

Direction de la publication : Claire Chevin

Rédaction en chef : Sylvie Lesaint

Rédaction : Linda Deschamps

PAO : Philippe Le Quellec

ISSN : 2491-5033

© Agreste 2018